

# COMMUNIQUE DE PRESSE

## EMBARGO

Le contenu du présent rapport ne doit pas être cité,  
ni résumé dans la presse, à la radio ou à la télévision  
avant le **3 octobre 2000**  
à **22 heures TU**

TAD/INF/2857  
3 octobre 2000

## MALGRÉ UNE HAUSSE DES IED EN 1999, LE CONTINENT AFRICAIN JOUÉ UN RÔLE ENCORE TROP MODESTE SUR LE MARCHÉ MONDIAL

Les investissements étrangers directs (IED)<sup>1</sup> en Afrique<sup>2</sup> sont passés de 8 à 10 milliards de dollars l'an dernier, cette évolution suivant la tendance générale à la hausse des taux de croissance enregistrée sur ce continent dans les années 90 grâce aux efforts déployés par beaucoup de pays africains pour créer un environnement plus favorable aux affaires après les difficiles années 70 et 80. Cependant, selon le *World Investment Report 2000: Cross-border Mergers and Acquisitions and Development*<sup>3</sup>

TAD/INF/2857

---

<sup>1</sup> Les "investissements étrangers directs" désignent les investissements qu'une entité résidente d'une économie effectue dans une entreprise résidente d'une autre économie aux fins d'exercer un contrôle sur sa gestion. Ils s'inscrivent dans une relation à long terme traduisant l'intérêt durable de l'investisseur pour l'entité étrangère considérée.

<sup>2</sup> Sauf mention contraire, les données concernant l'Afrique s'entendent Afrique du Sud comprise.

<sup>3</sup> Le **World Investment Report 2000** (Numéro de vente : E.00.II.D.20, ISBN 92-1-112490-5) peut être obtenu au prix de 49 dollars E.U. – prix spécial de 19 dollars E.U. pour les pays en développement et les pays en transition - auprès du Service des ventes, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10 (Suisse); télécopieur: + 41 22 917 0027, courrier électronique: [unpubli@unog.ch](mailto:unpubli@unog.ch), Internet: <http://www.un.org/publications>; ou auprès du Service des publications de l'Organisation des Nations Unies, Bureau DC2-853, Two UN Plaza, Dept. PRES, New York, N.Y. 10017 (États-Unis d'Amérique); téléphone: + 1 212 963 83 02 ou + 1 800 253 96 46, télécopieur: +1 212 963 34 89, courrier électronique: [publications@un.org](mailto:publications@un.org). Une version sur CD-ROM du rapport devrait paraître d'ici décembre 2000.

(Rapport sur l'investissement dans le monde 2000: Fusions et acquisitions transfrontières et développement), que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) publie aujourd'hui, les investissements des sociétés transnationales<sup>4</sup> en Afrique ne représentent toujours que 1,2 % de l'ensemble des flux d'IED et tout juste 5 % du total des flux d'IED destinés aux pays en développement.

Le *Rapport 2000* souligne que le véritable enjeu pour les pays du continent sera leur intégration future dans l'économie mondiale, et notamment leur intégration aux réseaux régionaux ou mondiaux de production des sociétés transnationales. C'est en effet à cette condition seulement que l'Afrique pourra jouer un rôle plus important sur le marché mondial et tirer davantage profit des IED.

En 1999, cinq pays seulement – Angola, Egypte, Nigéria, Afrique du Sud et Maroc – ont concentré 70 % environ des IED à destination de l'Afrique. Les ressources naturelles restent le principal secteur d'intérêt pour les investisseurs étrangers dans la plupart des pays africains, mais on note également des flux appréciables vers les industries manufacturières et les services. La vaste majorité des pays africains les plus pauvres reste cependant marginalisée si l'on considère les investissements étrangers qu'ils attirent en valeur absolue.

Pour autant, en termes de constitution de capitaux bruts intérieurs, les entrées d'IED dans certains petits pays africains apparaissent beaucoup moins négligeables qu'on ne pourrait le penser au vu des données en valeur absolue. L'Angola, la Guinée équatoriale, le Lesotho et la Zambie figurent en tête de la liste établie d'après ce critère.

### **Les télécommunications et les industries extractives particulièrement visées par les privatisations**

Les privatisations ont contribué à attirer plus d'IED en Afrique dans les années 90 qu'au cours des décennies précédentes. Entre 1990 et 1998, les pays où les privatisations ont été les plus nombreuses ont été l'Afrique du Sud (1,4 milliard de dollars), le Ghana (769 millions de dollars), le Nigéria (500 millions de dollars), la Zambie (420 millions de dollars) et la Côte d'Ivoire (373 millions de dollars). On signalera en outre que la plupart de ces privatisations (dont des projets faisant aussi appel à une participation étrangère) se sont produites dans le secteur des télécommunications (avec un volume total de 2,5 milliards de dollars) et dans le secteur minier (1,4 milliard de dollars).

---

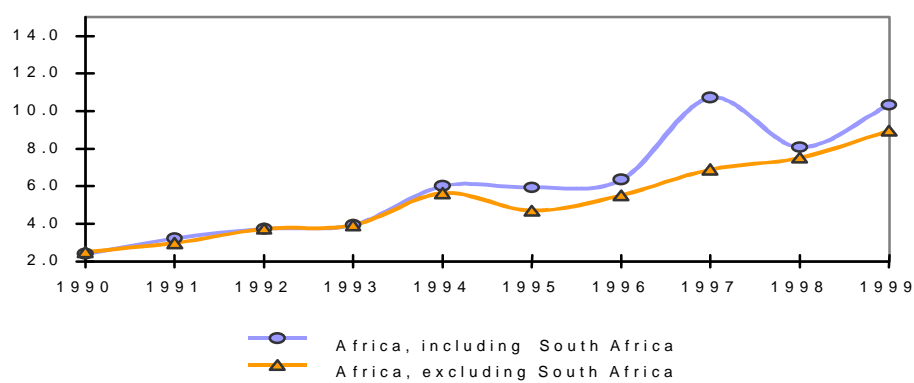
<sup>4</sup> Une "société transnationale" STN se compose d'une société mère et de ses entreprises affiliées à l'étranger. Une société mère contrôle par définition les actifs d'une ou plusieurs autres entités dans un ou plusieurs pays autres que son pays d'origine, en général par le biais d'une participation à leur capital. La détention d'au moins 10 % du capital est habituellement considérée comme un seuil pour l'exercice d'un contrôle sur les actifs.

Selon le *Rapport 2000*, si l'on a assisté à un ralentissement des IED liés aux privatisations en 1999 par rapport au milieu des années 90, et ce en grande partie du fait d'une baisse du nombre de projets de privatisation, cette tendance devrait s'inverser dans un futur proche. Certains pays d'Afrique sub-saharienne, notamment le Kenya, le Nigéria, le Lesotho et l'Afrique du Sud, prévoient en effet des privatisations de grande ampleur dans les années à venir dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications et des transports, qui ne manqueront pas d'offrir des débouchés d'IED.

L'an dernier, l'Afrique du Nord a attiré 29 % du total des flux d'IED à destination du continent. L'Égypte, en grande partie grâce à un double processus de déréglementation et de privatisation, a vu ses entrées de capitaux augmenter de plus de 400 millions de dollars, pour atteindre un total de 1,5 milliard de dollars. En Afrique sub-saharienne, l'Angola s'est particulièrement illustré en 1999, avec de 700 millions à 1,8 milliard de dollars d'IED grâce aux investissements pétroliers. Parallèlement, un nombre croissant de sociétés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord choisissent désormais d'investir en Afrique, les sociétés américaines et françaises investissant relativement plus dans les ressources naturelles, tandis que les sociétés britanniques privilégient les services, et les sociétés transnationales irlandaises, allemandes et suisses les industries manufacturières.

### Flux d'IED vers l'Afrique dans les années 90 (en milliards de dollars E.U.)

FDI inflows to Africa in the 1990s  
(Billions of US dollars)



Source: UNCTAD, FDI/TNC database.

Afrique, y compris Afrique du Sud  
 Afrique, à l'exclusion de l'Afrique du Sud

Source: CNUCED, base de données IED/STN

### Les sociétés transnationales annoncent des investissements en hausse

#### IED dans les 10 premiers pays bénéficiaires africains, 1998 et 1999

(en millions de dollars E.U.)

	1998	1999
Afrique, Total	8 080	10 325
Angola	1 114	1 814
Égypte	1 077	1 500
Nigéria	1 051	1 400
Afrique du Sud	561	1 376

Les résultats d'une enquête réalisée conjointement par la CNUCED et la Chambre de commerce internationale (CCI) au début de l'an 2000 auprès de grandes sociétés transnationales donnent à penser que la récente progression des flux d'IED en Afrique pourrait se poursuivre à l'avenir. En effet, sur les 65 sociétés qui ont répondu, un tiers ont fait part de leur intention d'accroître leurs investissements en Afrique au cours des trois à cinq prochaines années, et plus de la moitié compte les maintenir au même niveau. Plus de 43 % des sociétés ayant répondu estiment en outre que l'Afrique sera en mesure d'attirer davantage d'IED au cours des trois à cinq prochaines années, mais 46 % jugent que la situation ne devrait pas changer.

L'Afrique du Sud et l'Égypte sont considérés comme les deux pays les plus attractifs. D'une manière générale, les pays les plus développés de la région sont perçus d'une manière plus favorable que ceux qui se trouvent au bas de l'échelle, mais quelques-uns des pays les moins avancés (PMA) - Mozambique, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Éthiopie - sont aussi considérés comme des débouchés intéressants d'IED.

Les secteurs d'investissement considérés comme étant les plus prometteurs étaient le tourisme, l'exploitation des ressources naturelles, ou encore des activités, telles que les télécommunications, pour lesquelles le marché intérieur était important. Le textile et l'habillement, pour lesquels il existait un vaste marché international, étaient classés parmi les derniers. L'enquête réalisée a également révélé que l'image de l'Afrique restait négative et décourageait les investisseurs étrangers, mais aussi qu'il fallait faire une distinction entre les différents pays du continent.

Ces conclusions sont dans une large mesure comparables à celles d'une enquête réalisée en 1999 par la CNUCED auprès d'organismes africains de promotion des investissements. On trouve cependant quelques différences intéressantes en ce qui concerne les facteurs motivant les décisions d'investissement. Pour les sociétés

transnationales, la taille du marché intérieur était d'une importance majeure et l'accès aux marchés internationaux relativement secondaire, alors que les organismes africains de promotion des investissements pensaient que ces sociétés accordaient une plus grande place à l'accès aux marchés mondiaux, à la réglementation et aux mesures d'incitation. Toutefois, tant les sociétés transnationales que les organismes de promotion des investissements reconnaissaient que la corruption, des coûts de transaction élevés, la médiocrité des infrastructures matérielles et les problèmes d'accès au capital continueraient, dans un avenir prévisible, de gêner le développement des investissements étrangers directs en Afrique.

Dans le souci d'améliorer cette situation, la CNUCED a récemment produit une brochure sur l'IED en Afrique, rédigée à partir d'une publication intitulée *FDI in Africa: Performance and Potential* (CNUCED, 1999) en collaboration avec la CCI, l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) de la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Toujours en coopération avec la CCI, la CNUCED élabore par ailleurs des guides de l'investissement et des programmes de renforcement des capacités pour les PMA. Des guides de l'investissement au Bangladesh, en Éthiopie et au Mali ont déjà été publiés ou sont sur le point de l'être, et d'autres suivront. Selon le *Rapport 2000*, ces initiatives doivent être complétées par des efforts de la part des pays développés pour libéraliser sur leurs marchés l'accès des produits africains.

Les IED en provenance d'Afrique du Sud sont tombés de 1,7 milliard de dollars en 1998 à 1,1 milliard de dollars en 1999, alors que ceux de l'ensemble des autres pays africains passaient sur la même période de 648 à 935 millions de dollars, dont 250 millions de dollars pour la seule Jamahiriya arabe libyenne et 406 millions de dollars pour l'Ouganda au titre d'une transaction exceptionnelle portant sur l'acquisition par Starlight Communications de l'entreprise américaine Vistana.

Seules trois sociétés, toutes sud-africaines, figurent sur la liste, établie par la CNUCED, des 50 principales sociétés transnationales de pays en développement, classées d'après leurs actifs extérieurs en 1998. Il s'agit de Sappi Ltd. (pâte et papier), de Barlow Ltd. (divers secteurs) et de South African Breweries (produits alimentaires et boissons).

\*\* \*\*\* \*\*

Ce communiqué de presse est disponible sur Internet à l'adresse suivante :  
<http://www.unctad.org>, section presse et référence

Pour plus de renseignements, s'adresser à Karl P. Sauvant, Responsable, Division de l'investissement, de la technologie et du développement des entreprises, CNUCED, téléphone : +41 22 907 5707, télécopieur : +41 22 907 0194 ou courrier électronique : [karl.sauvant@unctad.org](mailto:karl.sauvant@unctad.org); ou à Muriel Scibilia, chargée de presse, téléphone : +41 22 907 5725 / 5828, télécopieur : +41 22 907 0043 ou courrier électronique: [press@unctad.org](mailto:press@unctad.org).